

SABLES BITUMINEUX : L'EUROPE EST COMPLICE DES CRIMES CLIMATIQUES DU CANADA

Document adapté par les Amis de la Terre France, traduit par Christian Berdot, à partir
du rapport plus complet des Amis de la Terre Europe
« *Tar Sands: Europe's Complicity in Canada's Climate Crimes* ».



Crédits photo :

Couverture : Jiri Rezac / WWF

P 3 : Jiri Rezac / WWF

P 6 : Jiri Rezac / WWF

P 7 : Jiri Rezac / WWF

P 8 : Jiri Rezac / WWF

P 9 : Jiri Rezac / WWF

Sommaire

1. Le Canada n'est pas à la hauteur de ses responsabilités dans la lutte contre les changements climatiques.....	5
2. Le Canada ou le Mordor : les conséquences humaines et écologiques des sables bitumineux.....	6
<i>Les Peuples autochtones sont en première ligne dans la lutte contre les sables bitumineux....</i>	<i>9</i>
<i>Les conséquences des sables bitumineux sur la faune sauvage.....</i>	<i>10</i>
3. Les sables bitumineux sont la cause première du refus du Canada d'agir pour le climat.....	11
4. Société civile attaquée et scientifiques muselés.....	12
5. L'échec de la Directive sur la qualité des carburants.....	13
6. Les sables bitumineux menacent l'Europe – Opposition aux oléoducs.....	13
Conclusion.....	15
<i>Recommandations.....</i>	<i>15</i>

Les représentants de 196 nations se rencontrent en novembre et décembre 2015, à l'occasion de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) à Paris. **Le but de ces négociations est d'obtenir un accord international sur le climat qui permette d'éviter une hausse des températures moyenne de la planète de 1,5°, c'est-à-dire de ne pas dépasser le seuil fixé au niveau international de 2°.** Cette conférence aussi connue sous le nom de COP 21, est porteuse de beaucoup d'espoir, mais on peut être aussi légitimement pessimiste quant à son issu.

Au cours de cette année, les pays devaient soumettre leurs engagements nationaux en matière de climat pour préparer la conférence à venir. **Les Amis de la Terre Europe et d'autres organisations de la société civile ont analysé les projets de contributions définis nationalement et conclu que, même si tous les pays respectaient leurs engagements, le monde atteindrait un réchauffement catastrophique de 3° ou plus.**

Jusqu'à maintenant le Canada n'a pas été capable de prendre des mesures en matière de climat. Contrairement à l'Union européenne, il a abandonné ses engagements vis-à-vis du Protocole de Kyoto et actuellement, il est en bonne voie pour dépasser les niveaux de 1990 d'au moins 18 %. Le gouvernement canadien vient d'annoncer qu'il réduirait ses émissions de gaz à effet de serre de 30 % par rapport aux niveaux de 2005, mais cet objectif ne représente qu'une baisse de 14 % par rapport à 1990. La réponse du Canada à la crise climatique ne convainc personne.

Alors quel est le problème du Canada ?

Ce rapport a pour but de montrer que les sables bitumineux et l'industrie des sables bitumineux (aussi connus sous le nom de sables pétrolifères) sont le problème central qui empêche le Canada de prendre ses responsabilités pour s'attaquer aux changements climatiques. Ce pétrole non conventionnel que l'on trouve dans les zones sauvages du nord-ouest du Canada est une source de gaz à effet de serre en pleine expansion. Ces dix dernières années, ce secteur industriel a été la principale priorité du gouvernement pro-sables bitumineux de l'ancien premier ministre, Sam Harper.

La revue scientifique de renommée mondiale, *Nature*, a publié cette année un rapport cinglant affirmant que 85 % des réserves de sables bitumineux canadiens doivent rester dans le sous-sol si l'on veut contenir l'augmentation des températures mondiales en dessous de 2°. Malgré ces avertissements, le gouvernement de Harper a engagé le pays sur la voie d'une rapide expansion de l'industrie des sables bitumineux. Le gouvernement canadien est resté jusqu'au bout un défenseur inconditionnel des sables bitumineux, même si cela devait mener à la déstabilisation complète du climat mondial.



Le Canada est à un tournant décisif. Les électeurs ont renvoyé le gouvernement Harper en octobre, et le nouveau premier ministre, Justin Trudeau, s'est engagé à ce que le Canada respecte ses obligations internationales de réduction des émissions de gaz à effet de serre. **Malheureusement, Trudeau, bien qu'il se dise plus préoccupé par les questions climatiques que son prédécesseur, est aussi un partisan de l'expansion des sables bitumineux.**

Le monde doit imposer des limites à l'industrie du « pétrole sale »

Jusqu'à maintenant, l'Union européenne a été la complice tacite des crimes climatiques du Canada. Les banques et compagnies pétrolières européennes ont tiré de gros profits de l'expansion des sables bitumineux, malgré la chute récente des prix du pétrole. Même la législation européenne, en particulier la directive sur la qualité des carburants, a été réécrite pour répondre aux besoins de l'industrie. Tout cela se fait aux dépens des peuples, de l'environnement et du climat qui sont les victimes directes de l'expansion des sables bitumineux.

Ce sont les Canadiens qui auront le dernier mot sur les sables bitumineux, pas les Européens. Mais l'Union européenne ne peut donner au Canada un laissez-passer pour exporter ce pétrole sale vers l'Europe. Si les véhicules européens consommaient du

pétrole de sable bitumineux, cela serait en totale contradiction avec la politique climatique de l'Union européenne.

Avec ce rapport, les Amis de la Terre demandent à l'Union européenne d'interdire le pétrole tiré des sables bitumineux, afin de rester en conformité avec ses propres mesures de réduction des gaz à effet de serre. L'Union européenne et le Canada ne peuvent continuer à garder « la tête enfouie dans les sables bitumineux » et ignorer la menace que cette industrie fortement émettrice de gaz à effet de serre représente pour la planète. **De plus, alors que des changements se dessinent au Canada, une interdiction des importations de sables bitumineux en Europe enverrait un message clair au nouveau gouvernement canadien :** le Canada doit rompre avec son passé de champion mondial des sables bitumineux et aider à ce qu'ils restent dans le sous-sol.

1. Le Canada n'est pas à la hauteur de ses responsabilités dans la lutte contre les changements climatiques

Le Canada a longtemps été admiré dans le monde pour sa bonne gestion écologique, mais ces dernières années, il a, de façon systématique, refusé d'assumer ses responsabilités pour limiter les impacts des changements climatiques. Alors que sa population est relativement faible et que l'électricité est pour une part extrêmement élevée - 59 % - d'origine hydraulique, **le Canada est parmi les 10 pays qui émettent le plus de gaz à effet de serre.**

Le Canada s'est engagé (Accord de Cancun de 2010) à réduire ses émissions de 17 % en dessous du niveau de 2005 d'ici 2020. Le ministère canadien de l'Environnement note que les émissions de gaz à effet de serre ont continué d'augmenter en 2013, ce qui rend totalement impossible d'atteindre cet objectif.

Il a été demandé aux pays de soumettre leurs plans d'action climat en vue de la conférence des Nations Unies sur le climat à Paris en novembre. En conséquence, **le Canada annonçait en mai qu'il réduirait ses émissions de carbone de 30 % par rapport aux niveaux de 2005, d'ici 2030.**

Cette annonce a été vivement critiquée.

Un rapide calcul montrait que cet objectif ne représentait qu'une baisse de 14 % par rapport à 1990, alors que le pays dépasse déjà ce niveau de 18 %. **Si l'on compare les engagements du Canada avec ceux d'autres pays fortement émetteurs, cet objectif apparaît encore plus ridicule.** Même les Etats-Unis s'engagent à réduire d'ici 2025, leurs émissions de 26 à 28 % par rapport aux niveaux de 2005 et sont plus ambitieux que le Canada. Entre temps, l'Union européenne s'engage, d'ici 2030, à réduire de 40 % ses émissions par rapport à 1990. Le Canada traîne loin derrière et s'enfonce.

La nouvelle ministre de l'Environnement, Catherine McKenna, affirmait dernièrement que le gouvernement canadien désirait améliorer les objectifs de réduction des gaz à effet de serre précédemment présentés, mais n'a pas précisé en quoi la révision des objectifs consisterait. Le Canada va donc venir aux négociations sur le climat à Paris, avec la même stratégie que le gouvernement conservateur précédent.

Dans son histoire récente, le Canada n'a pas particulièrement été respectueux de ses engagements en matière de climat. Cet historique laisse à penser que ce n'est pas le fruit du hasard. Initialement, le Canada a signé le Protocole de Kyoto, le premier traité mondial sur la réduction des gaz à effet de serre, en 1997 sous un gouvernement libéral, mais fut incapable d'atteindre ses objectifs. Sous le gouvernement Harper, le pays se retira du Protocole en 2011 pour la deuxième période d'engagement, tandis que les émissions du pays ne faisaient qu'augmenter. Le gouvernement canadien présenta en 2008, son plan appelé « *Prendre le virage* » censé voir le pays réduire d'ici 2020, ses émissions de 20 % par rapport à 2006, mais ce plan fut abandonné au bout d'un an.

En fixant systématiquement des objectifs peu ambitieux et en ne les atteignant même pas, le Canada a fait preuve d'une mauvaise volonté manifeste pour ne pas prendre la tête des actions internationales en faveur du climat, et a été plus que réticent à simplement suivre le rythme de ses pairs, alors que son bilan carbone est particulièrement lourd. Le refus récent de participer aux efforts mondiaux pour lutter contre les changements climatiques découle d'un ensemble de politiques et d'objectifs nationaux, clairs et réfléchis, qui s'opposent directement aux mesures internationales en faveur de la lutte contre les changements climatiques. Dans les faits, la politique du Canada cherche à exploiter une des formes de pétrole les plus émettrices de carbone sur la planète : les sables bitumineux.

2. Le Canada ou le Mordor : les conséquences humaines et écologiques des sables bitumineux

Quand on voit les efforts considérables qui ont été nécessaires pour développer les sables bitumineux, on comprend combien notre monde est désespérément drogué au pétrole. Ce pétrole non conventionnel est une forme de pétrole proche du bitume, mélangé à de l'argile, du sable et de l'eau. **Les sables bitumineux nécessitent d'immenses quantités de capital, d'énergie et d'eau pour leur extraction et leur transformation.**



On les trouve dans l'ouest du Canada (principalement dans la province de l'Alberta), et ils représentent la troisième réserve de pétrole la plus importante au monde, derrière les champs pétrolifères de l'Arabie Saoudite et du Venezuela. **La majeure partie des 166 milliards de barils de réserves prouvées de sables bitumineux n'est pas encore exploitée et se trouve sous des forêts boréales primaires. Avec la hausse brutale des prix du pétrole au début des années 2000 et un régime de royalties et de taxes faibles favorisant l'industrie, il devint rentable économiquement de développer ce que ses opposants appellent « le pétrole sale ».**

L'extraction des combustibles fossiles est par nature très invasive et les sables bitumineux ne font pas exception. Leur développement s'est fait et se fait au prix d'une destruction gigantesque de l'environnement et aux dépens des populations (principalement des Peuples autochtones) qui vivent en aval des sites industriels.

Méthodes d'extraction : deux méthodes sont couramment utilisées par l'industrie pour extraire le pétrole des sables bitumineux. Soit on procède à une exploitation à ciel ouvert soit à l'extraction *in situ*, en injectant de la vapeur d'eau pour fluidifier le brut et le ramener vers la surface. Ces deux méthodes ont de graves conséquences pour l'environnement.

L'exploitation à ciel ouvert nécessite la destruction de forêts entières et des machines de chantiers parmi les plus grandes au monde pour le retirer et le transporter. Des camions pouvant faire la taille d'une maison de deux étages transportent le pétrole de sables bitumineux fraîchement extrait. Une exploitation minière de sables bitumineux à ciel ouvert peut laisser derrière elle un paysage lunaire, dépourvu de toute végétation. C'est pour cette raison que la zone d'exploitation des sables bitumineux a été appelée le « Mordor » en référence aux romans de Tolkien.



L'extraction *in situ* est utilisée pour extraire le pétrole de sables bitumineux lorsque l'exploitation à ciel ouvert n'est pas possible. Ces procédés ont besoin de plus d'énergie (habituellement du gaz) que l'exploitation à ciel ouvert, et c'est la principale raison pour laquelle le pétrole de sables bitumineux nécessite en moyenne 3 à 4 fois plus de gaz à effet de serre lors de son extraction que du pétrole conventionnel.

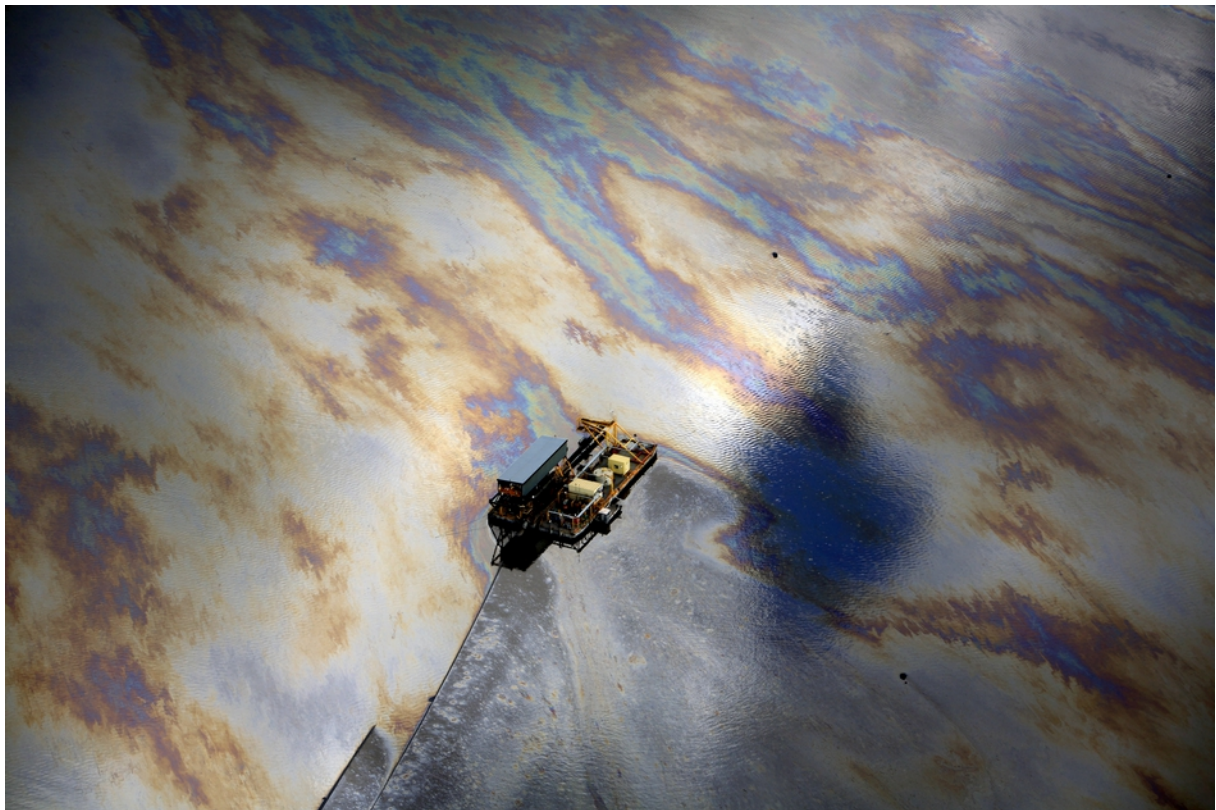
L'industrie engloutie de grandes quantités d'eau à un rythme effrayant.

En 2011 uniquement, les mines de sables bitumineux utilisèrent 170 millions de mètres cubes d'eau, soit l'équivalent du volume consommé annuellement à Barcelone. Comme la majeure partie de cette eau est trop toxique pour être retournée dans les rivières ou les aquifères, elle doit être isolée de façon permanente du cycle de l'eau. La méthode la plus communément utilisée consiste à stocker les boues toxiques de sables bitumineux et les eaux usées derrière des barrages massifs en terre.

La gestion de ces eaux usées pose à l'industrie de gros problèmes qu'elle ne sait toujours pas résoudre.

En effet, onze millions de litres d'eau toxique suintent à travers les barrages de résidus de sables bitumineux qui recouvrent une surface de 176 km². **Le gouvernement canadien a longuement nié que les barrages avaient des fuites, mais une étude du ministère de l'Environnement publiée en 2014 révélait que de l'eau toxique s'écoulait des bassins de résidus vers la rivière Athabasca.** Le ministère citait dans son rapport, des études antérieures qui indiquaient qu'un barrage, à lui seul, perdait 6,5 millions de litres par jour.

Le lessivage continu de produits toxiques dans le système hydrographique entourant les sites d'extraction de sables bitumineux a aussi des effets très néfastes sur les populations et la faune sauvage des environs.



Les Peuples autochtones sont en première ligne dans la lutte contre les sables bitumineux

Les communautés humaines vivant en aval des sites industriels sont principalement des membres de Peuples autochtones qui ont vécu sur ces terres depuis des millénaires. Le développement des sables bitumineux menace leur mode de vie, leur santé et leurs cultures. Les Cries de Beaver Lake déplorent la baisse du nombre de caribous (une

source traditionnelle de nourriture et de ressources) dans la zone où l'exploitation des sables bitumineux est développée.



Cancer à Fort Chipawyan

Fort Chipewyan est une petite bourgade d'un millier d'habitants, principalement des membres de Nations indigènes (Cries, Dénés et métis). « Fort Chip », comme les habitants du coin l'appellent, est depuis une décennie au cœur d'une controverse toujours en cours sur les sables bitumineux.

En 2006, un médecin, John O'Connor, tira la sonnette d'alarme à propos d'un possible lien entre les polluants utilisés dans les sables bitumineux et un type de cancer rare qu'il avait découvert dans la population de Fort Chip.

O'Connor fit pression sur le gouvernement d'Alberta pour que soit menée une étude cancérologique à long terme sur la population de Fort Chip, afin de déterminer les causes de ces cancers. Depuis O'Connor a été harcelé par les autorités, et des études controversées furent menées.

Fort Chip attend toujours des réponses quant aux causes de ces cancers. Les habitants ont peur de boire l'eau et de manger leurs aliments traditionnels, alors que ces Nations premières vivent dans la région depuis des générations.

Les conséquences des sables bitumineux sur la faune sauvage

En plus des caribous cités plus haut, les loups, les oiseaux et les poissons de cette zone riche en biodiversité sont victimes de l'expansion des sables bitumineux.

Mais le gouvernement canadien ferme les yeux sur les conséquences écologiques. Le prix que payent les Nations premières qui vivent en aval n'est qu'un exemple flagrant, parmi tant d'autres, qui montre jusqu'où le gouvernement était prêt à aller dans un passé récent pour continuer l'exploitation des sables bitumineux.

3. Les sables bitumineux sont la cause première du refus du Canada d'agir pour le climat

Le soutien total de Stephen Harper en faveur des sables bitumineux depuis 2006, n'a jamais pris en compte leur impact sur le climat.

Avec une production de 2,3 millions de barils/jour, les sables bitumineux représentent plus de la moitié de la production totale de pétrole du Canada. Si les sables bitumineux étaient un pays, ils seraient le 56^{ème} émetteur mondial de gaz à effet de serre.

Comme le pétrole est prisonnier dans les sables et l'argile, il faut plus d'énergie pour le transformer que pour du brut normal. Les secteurs gazier et pétrolier sont responsables de 67 % des émissions de gaz à effet de serre du Canada depuis 1990, et les sables bitumineux sont quasiment les seuls responsables.

Et qui plus est, ces émissions augmentent. D'ici 2020, on s'attend à ce que les émissions dues aux sables bitumineux soient trois fois plus importantes qu'en 2005.

Le Canada a mis en place très peu de réglementations nationales pour limiter la production de sables bitumineux et ses conséquences écologiques. En 2008, le gouvernement avait promis de mettre en œuvre des mesures de capture et stockage du carbone sur tous les nouveaux projets. En novembre 2015, un seul nouveau projet a utilisé des techniques de capture et de stockage du carbone, et les industriels promettent, dans le meilleur des cas, de capturer un tiers des émissions, et ce, pour cette seule installation. L'Association des producteurs canadiens de pétrole a reconnu que l'industrie des sables bitumineux en Alberta ne possède pas la technologie nécessaire pour réduire ses émissions.

Non seulement le Canada a refusé de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour freiner l'augmentation exponentielle des gaz à effet de serre due à l'exploitation des sables bitumineux, mais le gouvernement a même éliminé les réglementations écologiques existantes. La Loi sur l'Office nationale de l'énergie, la Loi sur les pêcheries et la Loi sur les espèces en danger sont autant d'exemples de réglementations écologiques qui ont été vidées de leur substance. En 2012, la Table ronde nationale sur l'Economie et l'Environnement a été fermée et la Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère a vu ses crédits coupés. Ces deux organismes consultatifs avaient joué un rôle important dans l'élaboration des politiques canadiennes relatives au climat et à l'environnement.

Avec ces réformes, le gouvernement canadien a fait de son mieux pour éliminer au niveau national, tout obstacle à une rapide expansion de la production de sables bitumineux. La lutte contre toute tentative internationale de réglementation des exportations de pétrole de sables bitumineux - comme la Directive européenne sur la qualité des carburants - n'est que la suite logique, à l'international, de ces politiques nationales.

A l'époque, le gouvernement Harper prétendait que ces mesures particulièrement radicales étaient prises pour protéger les intérêts économiques canadiens. En fait, il est fortement probable que cette importance excessive donnée à la production des sables bitumineux - qui ne comptent que pour 2 % du PNB canadien – soit responsable du fait que beaucoup de Canadiens surestiment grandement le rôle économique de cette industrie.

La part des impôts sur les entreprises payée par l'industrie des sables bitumineux est seulement de 4,2 % pour 2011 (9,4 % en 2006).

L'accent politique mis sur les sables bitumineux a réussi à exagérer leurs avantages économiques auprès des citoyens canadiens.

4. Société civile attaquée et scientifiques muselés

Le gouvernement canadien a réduit au silence des scientifiques, espionné des opposants aux oléoducs et cherché à affaiblir et écarter toute organisation et individu qui s'était publiquement déclaré opposé aux sables bitumineux. Chaque cas est un exemple inquiétant de la façon dont l'obsession du gouvernement à développer les sables bitumineux, a sapé les bases démocratiques du Canada.

En 2010, des scientifiques de l'université de l'Alberta publièrent une étude montrant que l'industrie des sables bitumineux relâche des polluants toxiques dangereux dans l'environnement. Le gouvernement fédéral essaya de dissimuler les résultats, tout d'abord en empêchant les scientifiques travaillant pour le gouvernement de corroborer les résultats pour les media et ensuite en essayant de discréditer publiquement l'auteur principal de cette étude, David Schindler.

De nouvelles règles introduites en 2007 exigent des scientifiques travaillant pour le gouvernement fédéral, qu'ils obtiennent l'autorisation du cabinet ministériel avant de donner des interviews, en particulier lorsque cela concerne les sables bitumineux ou le climat. Le ministère canadien de l'Environnement notait que la couverture médiatique des données scientifiques concernant le climat a baissé de 80 % entre 2007 et 2014. La politique visant à museler les scientifiques travaillant pour le gouvernement a été, à bien des égards, très efficace.

5. L'échec de la Directive sur la qualité des carburants

Le Canada lança, au côté de l'industrie pétrolière, une campagne de lobbying particulièrement intensive pour bloquer la révision de la Directive européenne sur la qualité des carburants. Celle-ci prévoyait de décourager les fournisseurs de carburants de vendre des carburants fortement émetteurs de gaz à effet de serre, comme ceux obtenus à partir d'huile de schiste ou de sables bitumineux.

La seule et unique tentative de l'Union européenne d'empêcher le pétrole sale tiré des sables bitumineux d'atteindre l'Europe a échoué¹. En l'absence de toute législation adéquate pour rendre les carburants utilisés dans les transports plus propres, le pétrole tiré de sables bitumineux a atteint les côtes européennes.

6. Les sables bitumineux menacent l'Europe – Opposition aux oléoducs

Des oléoducs comme Energy East et Keystone XL sont en projet pour transporter le pétrole de sables bitumineux vers les côtes est et ouest des Etats-Unis et du Canada, et vers le Golfe du Mexique. Il est probable qu'une bonne partie du pétrole sera transportée en bateau, d'Amérique du Nord en direction de l'Union Européenne, de l'Asie et des marchés internationaux. Ces projets suscitent une opposition particulièrement forte des citoyens. Certains projets sont stoppés, mais peuvent être relancés, alors que d'autres sont en cours d'instruction.

1 Pour en savoir plus, consulter la note de synthèse des Amis de la Terre : « [Sables bitumineux et directive sur la qualité des carburants : de quoi s'agit-il ?](http://www.amisdelaterre.org/Sables-bitumineux-et-directive-sur.html) », <http://www.amisdelaterre.org/Sables-bitumineux-et-directive-sur.html>

Conclusion

Si les projets d'oléoducs Energy East et Keystone XL ainsi que le développement rapide des sables bitumineux sont freinés, c'est en grande partie grâce aux Peuples autochtones et aux citoyens du Canada et des Etats-Unis. Malheureusement, l'expansion des sables bitumineux continue.

L'opposition canadienne aux sables bitumineux s'est considérablement renforcée durant les années Harper, mais l'industrie produit encore plus de 2 millions de barils par jour. **Aujourd'hui, l'Amérique du Nord dispose d'un vaste réseau de voies de transport – oléoducs existants, routes et terminaux maritimes – pour s'assurer que le pétrole tiré des sables bitumineux pourra continuer de couler, tant que des marchés comme celui de l'Union Européenne sont prêts à accepter ce pétrole sale.**

Non seulement, l'expansion des sables bitumineux sape les efforts faits par chaque Canadien individuellement et par les provinces canadiennes pour agir contre les changements climatiques, mais elle menace aussi gravement le climat de la planète et met en péril des milliards de personnes exposées aux conséquences catastrophiques de ces changements. Bien que le nouveau gouvernement libéral se montre plus conciliant pour lutter contre les changements climatiques, il continue de soutenir l'exploitation des sables bitumineux. Le gouvernement manque à ses devoirs vis-à-vis des Canadiens, mais aussi vis-à-vis de tous les humains dont la vie va être fortement affectée par les changements climatiques.

L'Union européenne a jusqu'à maintenant montré peu d'entrain pour résister à l'industrie pétrolière. Elle peut soit continuer à saper les efforts des citoyens canadiens et laisser les portes de l'Europe ouvertes à ce pétrole sale, soit mettre un terme, une fois pour toute, à sa complicité avec les crimes climatiques du Canada et faire en sorte que le pétrole tiré des sables bitumineux ne se retrouve pas dans les carburants européens. Le choix pour l'Europe et pour la planète est simple.

Recommandations

L'Union européenne devrait :

- interdire l'utilisation de pétrole tiré des sables bitumineux dans l'approvisionnement de l'Europe ;
- investir de toute urgence dans l'efficacité des transports et dans des solutions favorisant des transports durables écologiquement ;
- exiger des Etats membres qu'ils rendent immédiatement public l'origine de toutes leurs sources d'importation de carburants.

Le gouvernement canadien devrait :

- soutenir un gel immédiat de l'expansion des sables bitumineux ;
- stopper tout nouvel oléoduc qui favorise l'expansion de cette industrie ;
- prévoir une transition juste, des sables bitumineux - sachant que les données scientifiques conseillent de laisser 85 % des réserves dans le sous-sol - pour aller vers un Canada sans énergie fossile en 2050.

Les gouvernements du Canada et de l'Europe doivent veiller à Paris, à ce que les négociations :

- favorisent des réductions immédiates, urgentes et importantes des émissions, qui soient conformes à ce que les scientifiques demandent et à ce que l'équité exige ;
- apportent un soutien approprié pour la transformation, c'est-à-dire que l'on s'assure que les ressources nécessaires, comme les finances publiques et les transferts de technologies, sont fournies pour encourager la transformation, en particulier dans les pays pauvres et vulnérables.

Document adapté par les Amis de la Terre France, traduit par Christian Berdot, à partir du rapport plus complet des Amis de la Terre Europe « Tar Sands: Europe's Complicity in Canada's Climate Crimes ».

Toutes les données présentées dans ce document sont issues de sources anglophones, consultables dans la version anglaise du rapport : <http://www.foeeurope.org/tar-sands-europe-complicity-canada-climate-crime-011215>